

HOLLAND & KNIGHT LLP

315 South Calhoun Street
Suite 600
P.O. Drawer 810 (ZIP 32302-0810)
Tallahassee, Florida 32301

850-224-7000
FAX 850-224-8832
www.hklaw.com

Annapolis	San Francisco
Atlanta	Seattle
Bethesda	Tallahassee
Boston	Tampa
Bradenton	Washington, D.C.
Chicago*	West Palm Beach
Fort Lauderdale	
Jacksonville	International Offices:
Lakeland	Caracas**
Los Angeles	Helsinki
Miami	Mexico City
New York	Rio de Janeiro
Northern Virginia	São Paulo
Orlando	Tel Aviv**
Portland	Tokyo
Providence	
St. Petersburg	*Holland & Knight LLC
San Antonio	**Representative Office

June 21, 2004

JEFFREY M. SCHUMM
850-425-5610

jeff.schumm@hklaw.com

VIA HAND DELIVERY

Clerk of the Circuit Court
Leon County, Florida
P.O. Box 726
Tallahassee, Florida 32302

Re: Domestication of Judgment Pursuant to the Uniform
Out-of-Country Foreign Money Judgment Recognition Act

Dear Sir or Madam:

Enclosed please find the following:

1. Certified copies of the Judgment and official translation of the judgment;
2. Affidavit of Judgment Creditor; and
3. Check for \$160.92 for recording the judgment and affidavit, filing fee, and certified restricted delivery to the judgment debtor.

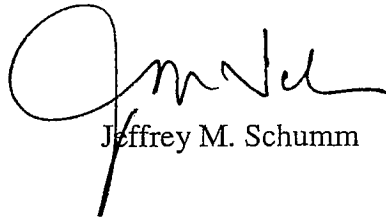
I would be grateful if you would record the judgment and affidavit simultaneously. Then, in accordance with Section 55.601 et seq of the Florida Statutes, please prepare a notice of recording out-of-country foreign judgment and mail it to the defendant, certified restricted delivery.

Clerk of the Circuit Court
June 21, 2004
Page 2

Thank you for your assistance herein. If you have any questions, please do not hesitate to call.

Very truly yours,

HOLLAND & KNIGHT LLP

A handwritten signature in black ink, appearing to read "JMS", with a large loop at the beginning and a long vertical stroke extending downwards from the end.

Jeffrey M. Schumm

JMS/bf

Enclosures

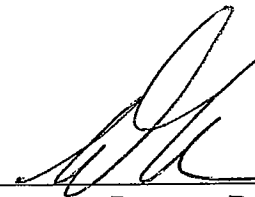
1984835_v1

REPUBLIC OF HAITI)
CITY OF PORT AU PRINCE)
EMBASSY OF THE UNITED) SS:
STATES OF AMERICA)

I, Dennis P. Williams, Vice-Consul, of the United States of America at Port-au-Prince, Haiti, duly commissioned and qualified, do hereby certify that Bocchit Edmond, whose signature and official seal appear on the attached document was on the 10th day of January 2001, Second Assistant to Max Morpeau, Director of Judicial Affairs, Ministry of Foreign Affairs in Port-au-Prince, Haiti.

For the contents of the annexed document, I assume no responsibility.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the Embassy of the United States of America at Port-au-Prince, Haiti on this 17th day of January 2001.



*Dennis P. Williams
Vice-Consul
Of the United States of America*

Liberté

Egalité
République d'Haiti

Fraternité

Extrait "Plumitif d'Audience Criminelle du jeudi 16 Novembre 2000.

AU NOM DE LA REPUBLIQUE

Le Tribunal de Première Instance des Gonaïves compétemment réuni au Palais de Justice de cette ville, a rendu en audience publique et en ses attributions criminelles, le jugement suivant:

Entre

Le Ministère Public représenté par le Commissaire du Gouvernement, Me Frénot Cajuste, assisté de ses substituts: Me Rocky Pierre et Me Louiselmé Joseph, suivant au Nom de la Vindicté publique de Contumace de: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'Homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Dessources, Walner Phanord, Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noé alias Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous dit Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus ainsi connu, Chéry ainsi connu, Koukou ainsi connu, Ti Sonson ainsi connu, Pierre Paul Camille, Pierre André Présumé, Douze ainsi connu, Raphael Camille, Achou ainsi connu et Jacob Jean-Paul.

Vu l'Ordonnance de Renvoi en date du 30 Août 1999.

Vu l'Ordonnance de Notification aux accusés en date du 4 Octobre 2000.

Vu les procès-verbaux devant constater l'affichage de l'Ordonnance de domicile aux différentes Justices de Paix notamment aux Gonaïves, Port-au-Prince, Port-de-Paix, Cabaret, Anse-à-Galet.

Oui: le Réquisitoire oral du Ministère Public, les conclusions de la partie civile.

Attendu que par Ordonnance en date du 30 Août 1999, ordonnance à laquelle est insérée la prise de corps des accusés, Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval et consorts;

Attendu que l'Ordonnance de prise de corps n'a pas été exécutée, vue que les recherches effectuées par la Police et la Justice sont infructueuses et introuvables;

Attendu que le Tribunal siégeant avec l'Assistance de Jury en date du 04 octobre 2000 a accordé un délai de 10 jours pour présenter au Tribunal, délai qui n'a pas été respecté.

Attendu que toutes les formalités légales ont été régulièrement remplies.

Attendu que: Une personne accusée d'une infraction quelconque qui a été en fuite ne peut retarder de suspendre de la loi pénale;

Attendu que les 37 accusés: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'Homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Dessources, Walner Phanor, Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noe alias Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous dit Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus ainsi connu, Chéry ainsi connu, Koukou ainsi connu, Ti Sonson ainsi connu, Pierre Paul Camille, Pierre André Présumé, Douze ainsi connu, Raphael

A. Perreault

Camille, Achou ainsi connu et Jacob Jean-Paul sont en fuite.

Attendu que Raoul Cédras, Ex-Général et consorts sont accusés d'assassinats, de complicité d'assassinats;

Attendu que le crime d'assassinat est prévu et puni par les articles 241 et 247 du Code Pénal;

Attendu que l'article 241 du Code Pénal stipule "tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens est qualifié d'assassinat";

Attendu que l'auteur intellectuel, matériel et ou complice d'une infraction, une fois constante devra punir de la même peine;

Attendu que les CONTUMAX sont accusés du crime d'assassinat et de la complicité d'assassinat;

Attendu que le Coupable du crime d'assassinat parricide, infanticide sera condamné aux travaux forcés à perpétuité, Article 247 du Code Pénal;

Attendu que les Contumax ont commis des préjudices moraux contre les victimes du Massacre de Raboteau;

Attendu que les articles 1168-1169 du Code Civil Haïtien stipulent: Art 1168 "Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer";

Attendu que les préjudices causés aux victimes de Raboteau sont des préjudices moraux et en fonction de ces préjudices, les victimes doivent bénéficier nécessairement réparation civile et proportionnelle aux préjudices subis.

Par ces motifs:

Le tribunal, au Réquisitoire conforme du Ministère Public

1o-Condamne: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Dessources, Walner Phanord, Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noé alias Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous dit Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus ainsi connu, Chéry ainsi connu, Koukou ainsi connu, Ti Sonson ainsi connu, Pierre Paul Camille, Pierre André Prémumé, Douze ainsi connu, Raphael Camille, Achou ainsi connu et Jacob Jean-Paul, de travaux forcés à perpétuité.

2o-Les condamne solidairement à UN (1) MILLIARD DE GOURDES en faveur des victimes de Massacre de Raboteau.

3o-Les condamne en outre aux Amendes et aux frais envers l'Etat.

4o-Dit que les biens des condamnés de Contumace seront à partir de l'Exécution du jugement considérés comme des biens d'absents et à partir de là ils seront séquestrés et le compte du séquestre sera rendu aux victimes et à l'Etat haïtien.

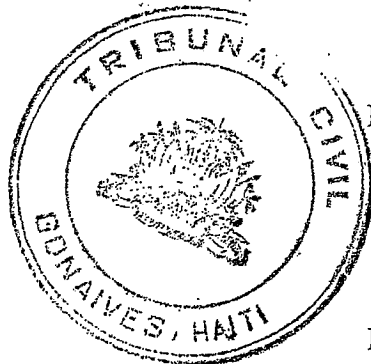
5o-Dit que le jugement sera exécuté à la diligence du Commissaire du Gouvernement.

Ainsi rendu par Nous, Me Napela Saintil, Doyen du Tribunal Criminel siégeant sans Assistance de Jury, en présence de Ministère Public, Me Frénot Cajuste, Me Rocky Pierre et Me Louiselmé Joseph, respectivement Commissaire et Substituts du Commissaire du Gouvernement de ce ressort,

de la partie civile représentée par Me Mario Joseph et Me Duclas Marcelin, et avec l'assistance du Citoyen RAOUL JACQUES, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous Commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Doyen et du Greffier sus-dits.



Pour Expédition Conforme
Collationnée

RAOUL JACQUES, GREFFIER EN CHEF

Vu pour la légalisation de la signature du greffier

Me Napela Saintil, Avocat
Doyen du Tribunal de Première Instance
Gonaïves



Vu pour la légalisation de la signature du Doyen du
Tribunal de Première Instance des Gonaïves

Me Lionel Sajous, Avocat
Directeur Général du Ministère de la Justice
et de la Sécurité Publique

Liberty

Equality
Republic of Haiti

Fraternity

Extract from the Records of Criminal Hearing of Thursday, November 16, 2000.

IN THE NAME OF THE REPUBLIC

The Court of First Instance of Gonaïves, duly convened at the Court House of this town, issued at a public hearing, in its criminal division, the following judgment:

between

The Public Prosecutor represented by the Government's Commissioner, Attorney Frénot Cajuste; assisted by his deputies: Attorney Rocky Pierre and Attorney Louiselmé Joseph, against the followed accused people who failed to appear: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Ressources, Walner Phanord, Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noé a/k/a Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous a/k/a Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus known as such, Chéry known as such, Koukou known as such, Ti Sonson known as such, Pierre Paul Camille, Pierre André Présumé, Douze known as such, Raphaël Camille, Achou known as such, and Jacob Jean-Paul.

Considering the adjournment order dated August 30, 1999;

Considering the order of notification to the accused parties dated October 4, 2000;

Considering the reports which shall note the posting of the domicile order to the Various Justices of the Peace, also in Gonaïves, Port-au-Prince, Port-de-Paix, Cabaret, Anse-à-Galet;

Having heard the oral pleading of the Public Prosecutor, and the conclusions of the civil party.

Considering the order dated August 30, 1999 providing for the arrest of the accused parties Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean Claude Duperval, et al;

Considering that the arrest order was not executed, since the research conducted by the Police and the Justice Department remained unsuccessful;

Considering that, on October 4, 2000, the Court in a session with the assistance of a jury, granted a period of 10 days to submit to the Court, a period which was not complied with;

Considering that all the legal formalities were duly complied with;

Considering that a person charged with an offense, who escaped, cannot continue suspending the application of criminal law;

Considering that the 37 accused people: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Ressources, Walner Phanor [sic], Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noé a/k/a Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous a/k/a Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus known as such, Chéry known as such, Koukou known as such, Ti Sonson known as such, Pierre Paul Camille, Pierre André Présumé, Douze known as such, Raphaël Camille, Achou known as such, and Jacob Jean-Paul have escaped;

Considering that Raoul Cédras, former general, et al, are charged with assassinations, and being accomplices to assassinations;

Considering that the crime of assassination is provided for and punished under Sections 241 and 247 of the Criminal Code;

Considering that Section 241 of the Criminal Code provides that "any murder committed with premeditation or a trap is an assassination";

Considering that the intellectual or material perpetrator and/or accomplice to an offense, if ongoing, shall have the same punishment;

Considering that the Defendants in default are charged with the crime of assassination and being accomplices to an assassination;

Considering that the person guilty of assassinating one's parents or children shall be condemned to forced labor in perpetuity, under Section 247 of the Criminal Code;

Considering that the Defendants in default are liable for damages for mental stress to the victims of the Raboteau Massacre; Considering that sections 1168-1169 of the Haitian Civil Code provide: Section 1168 "Any fact which causes damage to another shall be repaired by the person through whose fault the damage was caused";

Considering that the damage caused to the Raboteau victims is due to mental stress and, because of that damage, the victims must necessarily obtain civil redress, proportional to the damage sustained;

For these reasons:

Upon the pleadings duly [submitted] of the Public Prosecutor, the Court

1st – Sentence: Raoul Cédras, Philippe Biamby, Carl Dorélien, Jean-Claude Duperval, Hébert Valmond, Martial Romulus, Frantz Douby, Ernst Prud'homme, Jean-Robert Gabriel, Joseph Michel François, Bellony Groshomme, Reynald Timo, Estimé Estimable, Anatin O. Voltaire, Michel-Ange Ménard, Luc Roger Asmath, Ledix Ressources, Walner Phanord, Madsen Saint-Val, Roméus Walmyr, Tony Fleurival, Carlo Noé a/k/a Tiblanc, Pierre Piloge Oriol, Emmanuel Constant, Louis Jodel Chamblain, Armand Sajous a/k/a Ti-Armand, Wilbert Morisseau, Brutus known as such, Chéry known as such, Koukou known as such, Ti Sonson known as such, Pierre Paul Camille, Pierre André Présumé, Douze known as such, Raphaël Camille, Achou known as such, and Jacob Jean-Paul, to forced labor in perpetuity.

2nd – They are ordered jointly and severally to pay ONE (1) BILLION GOURDES to the victims of the Raboteau Massacre.

3rd – They are also ordered to pay the fines and costs to the State.

4th – States that the property of those sentenced by default shall, from [the date of the] enforcement of judgment, be considered as the property of absentees, and shall therefore be seized, and the seizure account shall be provided to the victims and the State of Haiti.

5th – States that the judgment shall be enforced by the Government's Commissioner.

Thus pronounced by Us, Attorney Napela Saintil, Chief Justice of the Criminal Court sitting without the assistance of a jury, in the presence of the Public Prosecutor, Attorney Frénot Cajuste, Attorney Rocky Pierre, and Attorney Louiselmé Joseph, Government's Commissioner and Deputy Commissioners, respectively in this jurisdiction, the civil party represented by Attorney Mario Joseph and Attorney Duclas Marcelin, and with the assistance of Citizen Raoul Jacques, Clerk of the Court.

It is ordered to all bailiffs, thus requested, [are] to execute this judgment, all officers of the Public Prosecution's Department with Civil Courts [are] to assist, and all Commanders and other Police Officers [are] to assist, whenever legally requested.

In witness whereof, the original of this judgment is signed by the aforesaid Chief Justice and Clerk of the Court.

For collated true copy

/signed/

RAOUL JACQUES, CHIEF CLERK OF THE COURT

/stamp of the Civil Court, Gonaïves, Haiti/

Seen for authentication of the Clerk of the Court's signature

/signed/

Attorney Napela Saintil

Chief Justice of the Court of First Instance

Gonaïves

Seen for authentication of the signature of the Chief Justice of the Court of First Instance of Gonaïves

Attorney Lionel Sajous

General Director of the Ministry of Justice and Public Safety

Seen for the authentication of the signature of Attorney *Napela Saintil*
Chief Justice of the Court of First Instance of *Gonaïves*
appearing *on the front page of the third page of this document*
/illegible/ December 19, 2000
197th /illegible/ 21967
of the /illegible/
Receipt: *Exempted*

/stamp of the Ministry of Justice of Haiti/

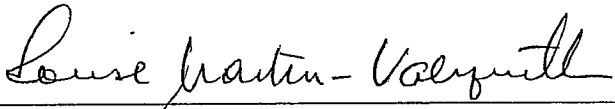
/signed/

Seen for the authentication of the signature
of Attorney *Lionel A Sajous*
General Director of the Ministry of Justice
Appearing on Receipt No. *Courtesy*
Registered under No. *19494*
with the Ministry of Foreign Affairs
Port au Prince /illegible/
/signed/
MAX MORPEA
Director of Legal Affairs

CERTIFICATE OF TRANSLATION ACCURACY

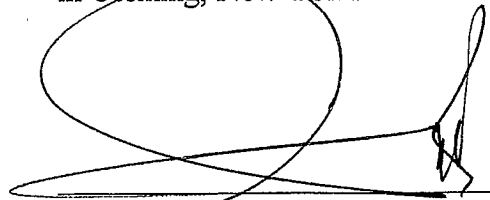
STATE OF NEW YORK)
) ss.:
COUNTY OF WESTCHESTER)

I, Louise Martin-Valiquette, am familiar with the French and English languages, am accredited by the American Translators Association for proficiency in the French and English languages, and I hereby certify that the attached translation from French into English of a judgment from the Court of First Instance of Gonaïves (Haiti) is true and correct to the best of my knowledge and belief.



Louise Martin-Valiquette

Sworn before me this 29th day of May, 2004
in Ossining, New York.



Notary Public

SYED S. RAHMAN
Notary Public, State of New York
No. 01RA6076221
Qualified in Westchester County
My Commission Expires June 6, 2006

IN THE MATTER OF:

CARL DORÉLIEN, ET AL.

Defendants.

AFFIDAVIT OF MARIO JOSEPH, COUNSEL FOR JUDGMENT CREDITOR

STATE _____:

COUNTY OF _____:

BEFORE ME this day personally appeared Mario Joseph, counsel for Marie Jeanne Jean, who upon oath, deposes on his own personal knowledge and says:

1. My name is Mario Joseph, counsel for Marie Jeanne Jean, ("Affiant"), one of the Judgment Creditors in the Judgment from the Republic of Haiti attached hereto. Affiant has personal knowledge of the matters contained in this affidavit.

2. The address of the Judgment Creditor is as follows: Marie Jeanne Jean, Rue Jean-Jacques Dessaline St. #228, Gonaives, Haiti.

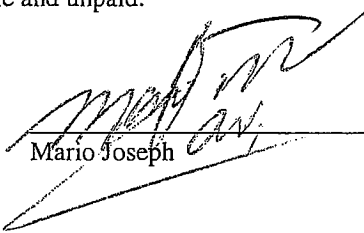
3. The last known post office address of Defendant Carl Dorélien, is The National Penitentiary, Port-au-Prince, Haiti.

4. On November 16, 2000, the Court of First Instance of Gonaives, granted judgment against Defendants in the amount of One (1) Billion Gourdes, from the date of judgment until paid (the "Foreign Judgment") in favor of Judgment Creditors.

The Foreign Judgment is valid, enforceable and unpaid.

FURTHER AFFIANT SAYETH NAUGHT.

REPUBLIC OF HAITI
CITY OF PORT-AU-PRINCE
STATE OF THE UNITED
COUNTY OF
STATES OF AMERICA



Mario Joseph

The foregoing instrument was sworn to and subscribed before me this 15th day of JUNE, 2004 by Mario Joseph, who is personally known to me.

identified himself

Notary Public, State of Jason B. Hahn
Print Name: Jason B. Hahn
Vice-Consul of the
United States of America

My commission expires: *indefinitely*

(SEAL)